À Melun, le 18 janvier 2024

# COMMUNIQUÉ
# CSAL DU 18/01/2024

Madame La Présidente,

Nous sommes convoqués pour la seconde convocation du CSAL suppressions d'emplois avec possibilité de participer à l'instance en audioconférence au regard des conditions météorologiques. La visioconférence est utilisée désormais par tous sauf par la DDFiP 77 ! À quand des moyens plus adaptés et modernes pour les instances de Direction de Seine-et-Marne ?

Mais là n'est pas la question essentielle.

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 et CGT Finances Publiques 77 a décidé de ne pas siéger à cette seconde convocation du CSAL. Ce boycott n'est nullement motivé par les modalités de cette réunion à distance. Nous sommes bien entendu favorables à aucune prise de risque routier pour les collègues.

**Notre motivation repose sur un point déjà évoqué lors de notre précédent communiqué : l'intersyndicale refuse d'être associée d'une quelconque façon à ces politiques destructrices de nos emplois :**

Pour la DDFiP 77, 18 emplois seront supprimés pour 2024.

**18 emplois de trop, qui s'ajoutent aux 750 précédents depuis ces vingt dernières années.**

Notre position est toujours la même et nous ne pouvons pas varier surtout quand on en constate les effets de ces suppressions d'emplois sur les services, les missions, sur les conditions de travail et la santé des agentes et agents sans omettre la dégradation de la qualité du service public.

Nous réitérons donc notre demande d'abandon immédiat des 18 suppressions d'emplois.

L'intersyndicale demande les emplois nécessaires à l'exercice de l'ensemble de nos missions, ce qui n'est pas le cas actuellement puisqu'il faut sans cesse prioriser.

Ces emplois sont d'autant plus nécessaires pour améliorer nos conditions de vie au travail, en particulier face aux risques psychosociaux qui constituent un risque important dans le DUERP.

Enfin, une juste reconnaissance des efforts des agents dont vous faites part régulièrement avec une hausse significative de notre indemnitaire, en excluant toute forme de rémunération au mérite.

L'intersyndicale demande l'arrêt des suppressions d'emplois, des réformes et des restructurations incessantes ainsi que l'arrêt du démantèlement du réseau de la DGFiP.

Nous souhaitons que ce communiqué soit indexé au PV de carence